



Abonnez-vous

Accueil / Économie / Transports / Avion

bpi

#ENTREPRISES

# Aéroports de Paris, La Française des jeux : pourquoi ces privatisations ?



Le groupe Aéroports de Paris entrera dans le giron du privé. | REUTERS/CHARLES PLATIAU

Jacques SAYAGH.

Modifié le 05/10/2018 à 14h50

Abonnez-vous à Ouest-France



**L'Assemblée nationale a donné son feu vert : Aéroports de Paris et la Française des Jeux entreront dans le giron du privé. L'exécutif invoque le financement d'un fonds sur l'innovation. Pour François Écalle, spécialiste des finances publiques, le vrai motif est ailleurs: c'est l'allègement de la dette publique.**



Les députés ont voté jeudi 4 octobre le lancement des privatisations d'Aéroports de Paris (ADP) et de la Française des Jeux (FDJ). L'Assemblée nationale autorise l'État à vendre au privé sa participation dans ces entreprises. Elle s'élève à 50,6% chez ADP, ce qui représente 9,5 milliards. Et à 72% à la FDJ. L'État compte aussi céder une partie de ses 23,6% (soit 7,2 milliards) dans Engie. Décryptage en trois questions.

## Pourquoi ces privatisations?

L'exécutif espère en retirer 10 milliards. Officiellement, ils seront placés en obligations d'État pour financer un fonds sur l'innovation à hauteur de 250 millions par an. Le scénario est assez curieux : l'État se prêterait 10 milliards à lui-même pour en retirer des intérêts... **« C'est de la prestidigitation comptable, analyse François Écalle, ancien magistrat à la Cour des Comptes. Un simple jeu d'écriture au sein du budget de l'État. Car se prêter de l'argent à soi-même n'a strictement aucun intérêt. Cet argumentaire a seulement pour objectif de faire de la communication politique sur l'utilisation efficace de ces fonds en direction de la recherche et de l'innovation. »**

## À quoi serviront vraiment ces 10 milliards?

À alléger le poids de la dette. Chaque année, l'État emprunte environ 200 milliards pour financer son déficit et rembourser les dettes plus anciennes. **« Grâce aux privatisations, l'État devrait emprunter dix milliards de moins l'an prochain. À la clé, une économie de 200 millions sur la charge d'intérêts »**, poursuit François Écalle.

Mais en cédant ses actions, l'État va se priver d'une partie des dividendes qu'elles lui rapportent chaque année: 132 millions pour ADP, 90 millions pour FDJ, 411 millions pour Engie. Reste à savoir si les économies sur les frais financiers excéderont les anciens dividendes. **« C'est un pari: tout dépendra du montant de la vente des actions »**, conclut le spécialiste des finances publiques.

## Qu'en dit l'opposition?

Droite et gauche, à l'exception de l'UDI, dénoncent les privatisations. Philippe Gosselin (LR) évoque **« une braderie des biens de la nation »** à propos d'ADP.

Sa privatisation pose une myriade de questions: le futur exploitant augmentera-t-il les tarifs pour les compagnies? N'y a-t-il pas un risque de fragiliser Air France? **« Un cahier des charges strict sera instauré, notamment concernant la régulation des tarifs »**, a répondu Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie.

PUBLICITÉ ▾

